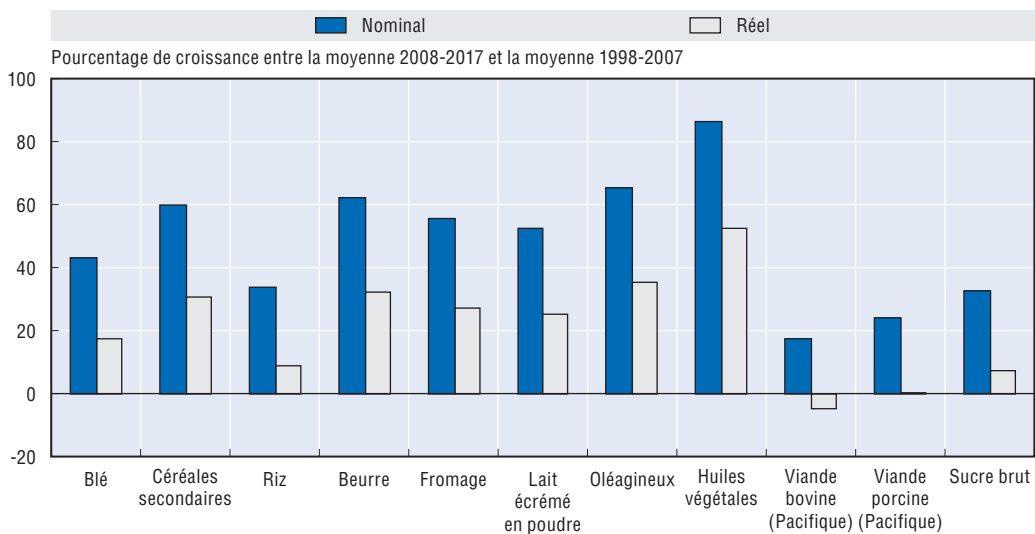


## Chapitre 1

# Vue d'ensemble

La présente édition des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* s'inscrit dans un contexte où les prix de référence mondiaux de la plupart des produits agricoles considérés atteignent ou dépassent les niveaux record antérieurs, du moins en termes nominaux. Si certaines des causes sous-jacentes ont un caractère ponctuel, il y a tout lieu d'ajouter désormais des facteurs permanents qui vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé (graphique 1.1).

Graphique 1.1. **Prix mondiaux des produits de base plus élevés en moyenne**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Les *Perspectives* tendent à montrer que l'épicentre de la production, de la consommation et des échanges agricoles continuera de se déplacer peu à peu des pays de l'OCDE vers les pays en développement. Cette évolution a pour toile de fond des prix sans précédent pour la quasi-totalité des produits agricoles au début de la période visée. Il ressort des *Perspectives* que les niveaux de prix actuels peuvent s'expliquer à la fois par des causes ponctuelles et par des facteurs permanents. Selon toute vraisemblance, les facteurs permanents détermineront une orientation structurelle à la hausse des prix réels des produits agricoles. Mais à partir de ces niveaux moyens bien plus élevés parfois que dans la décennie écoulée, les prix réels vont recommencer à baisser, à un rythme cependant plus régulier que dans le passé.

La situation envisagée ici se réfère à des hypothèses telles que la poursuite de la croissance économique dans le monde entier, le prix élevé du pétrole brut, des taux de change réels constants et des politiques inchangées. On suppose que les marchés ne sont pas touchés par des conditions météorologiques « anormales », et les éventuels effets du changement climatique et des pénuries d'eau n'entrent pas en ligne de compte. En cas d'écarts par rapport à ces paramètres supposés, les marchés pourraient se comporter très différemment.

## Principales hypothèses retenues

### **Une croissance économique et démographique plus faible mais qui continue de sous-tendre la demande**

L'activité économique est en perte de vitesse au début de la période couverte par les *Perspectives*, notamment aux États-Unis, première puissance économique mondiale. Ce ralentissement, également observé ailleurs dans la zone OCDE, contraste avec le maintien d'une conjoncture plutôt bonne dans d'autres parties du monde. Dans ces conditions, les perspectives de croissance à court et long terme dépassent à peine 2 % (moyenne annuelle) pour les pays de l'OCDE. D'après les projections, la vigueur de l'activité dans les principales économies émergentes demeurera un moteur essentiel de l'expansion économique mondiale à court terme. À moyen et long terme, une faible décélération est à prévoir. La Chine et l'Inde resteront à la pointe parmi les pays en développement, fortes de l'essor du marché et de la croissance du PIB qui devraient aller de pair avec le processus d'intégration dans l'économie mondiale et les échanges internationaux.

La dynamique des populations conditionne largement l'évolution future de la situation économique mondiale, en agissant directement sur la demande de produits agricoles. La croissance démographique va diminuer au cours de la prochaine décennie, par rapport aux dix années écoulées, pour descendre à 1.1 % par an en moyenne, et la planète devrait compter approximativement 7.4 milliards d'habitants en 2017. La progression la plus rapide est attendue en Afrique (plus de 2 % par an en moyenne), tandis que la tendance devrait être fondamentalement à la stabilisation en Europe durant la décennie à venir (tableau 1.1).

Tableau 1.1. **Ralentissement de la croissance démographique**

Croissance annuelle moyenne sur 10 ans, en pourcentage

	Population	
	1998-2007	2008-2017
Monde	1.23	1.12
Afrique	2.37	2.21
Amérique latine et Caraïbes	1.28	1.14
Amérique du Nord	1.01	0.88
Europe	0.30	0.10
Asie et Pacifique	1.27	1.11
Pays d'Océanie développés	1.18	0.92

Note : Croissance annuelle moyenne : taux de croissance des moindres carrés.

Source : *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies* (révision 2006).

### **Pas de grande poussée inflationniste, même si les prix du pétrole se maintiennent à un niveau élevé**

Malgré la flambée récente des prix alimentaires, la poursuite de la croissance mondiale et l'essor des échanges internationaux, le niveau général des prix est resté plutôt stable dans bien des pays. Cette situation va dans le sens des prévisions indiquant une inflation faible dans les pays de l'OCDE à plus long terme. Mesurée par le déflateur des dépenses de consommation des ménages, l'inflation se maintiendra à un niveau peu élevé durant la décennie à venir. Pour les pays de l'OCDE dans leur ensemble, on suppose qu'elle sera toute juste supérieure à 2 % par an. Une forte inflation des prix à la consommation continuera de sévir dans certains pays émergents et en développement, notamment dans

la Fédération de Russie et en Inde, à des niveaux dépassant 5 % par an. L'inflation russe devrait néanmoins être ramenée à moins de la moitié du taux atteint durant la période 2005-07. Une baisse sensible est prévue aussi en Argentine, l'inflation descendant au-dessous de 5 % par an.

L'hypothèse concernant les prix mondiaux du pétrole qui sous-tend la présente édition des *Perspectives agricoles* reprend celle des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 82 (décembre 2007). Elle suppose une lente progression au cours de la période considérée, de 90 USD le baril en 2008 à 104 USD en 2017. Cela n'exclut pas la possibilité de variations substantielles autour de ces niveaux au cours de la période ou d'une année. Or l'avenir des cours du pétrole constitue ici un facteur d'incertitude important. Selon certains analystes, la cherté du pétrole devrait ralentir la demande, et en faire tôt ou tard baisser le prix. D'autres font valoir l'inélasticité relative, à court terme, de la consommation, de la production et des capacités de transformation, ce qui maintient les prix à un haut niveau, voire les élève encore. Les *Perspectives agricoles* se réfèrent cette année au scénario de prix élevés. La pression sur les prix du pétrole perdure jusqu'à présent car les tensions géopolitiques se conjuguent aux problèmes de capacités de transformation pour maintenir l'offre globale des principaux pays producteurs de pétrole au-dessous de la demande effective.

### **La situation reste propice à un essor continu de la production de biocarburants**

Pour la première fois, les *Perspectives* incluent explicitement des projections concernant l'offre, la demande, les échanges et les prix pour l'éthanol et le biodiesel issus de matières premières agricoles. Les principaux ressorts d'une croissance ultérieure de la production de biocarburants sont les prix élevés du pétrole brut et le maintien d'un soutien public, en particulier dans les pays de l'OCDE. Toutefois, les dernières évolutions en date des politiques bioénergétiques de l'UE et des États-Unis ne sont pas prises en considération. Le passage éventuel à d'autres technologies de production n'entre pas non plus dans les projections et les évaluations des effets sur les marchés des produits de base. De tels changements modifieraient les caractéristiques économiques de la production de biocarburants et influeraient sur les performances des marchés et les résultats commerciaux.

### **Le dollar des États-Unis devrait se raffermir par rapport à la plupart des monnaies**

Dans l'hypothèse de taux de change réels constants, les différentiels d'inflation vis-à-vis des États-Unis sont le principal déterminant des projections concernant les taux de change pour la période considérée. Cela suppose un raffermissement du dollar des États-Unis (USD) par rapport à la plupart des monnaies, même si, aujourd'hui, un nouvel affaiblissement semble plutôt s'annoncer à court terme. Tout au long de la période visée par les *Perspectives*, le taux de change euro/USD reste stable d'après les projections. Toutefois, les niveaux d'inflation étant très bas au Japon par rapport aux États-Unis, une nouvelle appréciation du yen est attendue. Les monnaies de pays à forte croissance/inflation, comme le Brésil, l'Inde, la Turquie et l'Afrique du Sud, vont plus particulièrement baisser à moyen terme.

### **Les Perspectives correspondent aux politiques en vigueur début 2008**

Les politiques agricoles et commerciales jouent un rôle important sur les marchés nationaux et internationaux des produits de base et des denrées alimentaires. Tandis que les politiques agricoles sont de plus en plus découplées des décisions de production, les

mesures applicables dans d'autres domaines, tels par exemple ceux de l'énergie, l'environnement et le développement rural, ont un impact grandissant sur le secteur agroalimentaire. Les interventions modifient la composition et les niveaux de la production et de la consommation, non sans provoquer (ou parfois corriger) des distorsions du marché et influencer sur les prix. La réactivité des prix tend à devenir plus marquée du côté de l'offre du fait des réformes en cours dans certains pays de l'OCDE. En outre, l'élasticité relative de l'offre et de la demande dans un nombre croissant de pays en développement, dont la part augmente dans les échanges mondiaux, facilite les ajustements sur les marchés agricoles. Comme auparavant, la présente édition des *Perspectives* table sur des politiques inchangées d'ici à 2017. Autrement dit, les changements que pourraient notamment entraîner la nouvelle loi agricole des États-Unis, qui remplace la loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural (FSRI), le « bilan de santé » de la politique agricole commune (PAC) de l'UE ou l'aboutissement des négociations du cycle de Doha, ne sont pas pris en considération. De plus, ni la nouvelle loi des États-Unis 'Energy Independence and Security Act', ni les propositions pour une nouvelle directive de l'UE sur la bioénergie n'ont été prises en compte. Toutefois, il est tenu compte de la récente augmentation des taxes sur les exportations en Argentine.

## Principales tendances sur les marchés des produits

### **Les marchés céréaliers vont rester tendus**

Malgré le chiffre record atteint par les cultures de blé et de céréales secondaires durant la campagne 2007/08 et une augmentation modérée mais constante de la production dans les années à venir, les marchés céréaliers devraient rester tendus jusqu'en 2017. La forte demande de maïs suscitée par l'essor rapide du secteur de l'éthanol aux États-Unis a profondément transformé le marché des céréales secondaires. À l'horizon 2017, 40 % des cultures de maïs du pays pourraient être destinées à la production d'énergie. La croissance de l'industrie de l'éthanol de céréales, surtout en Amérique du Nord et en Europe, de même que les besoins grandissants d'aliments pour des activités d'élevage florissantes, vont sans doute peser encore davantage sur des stocks qui sont déjà descendus à des niveaux critiques, de même que sur le ratio stocks-consommation, durant la période couverte par les *Perspectives*.

En raison des bas niveaux des stocks et des prix élevés, il y aura des incitations à consacrer davantage de terres aux cultures céréalières. Indépendamment de la reprise prévue de la production après la sécheresse qui a frappé l'Australie, plusieurs facteurs pourraient faire progresser la superficie céréalière totale. Il devrait y avoir notamment un changement d'affectation des terres dans les principales zones de production de l'OCDE, notamment au Canada, aux États-Unis ou dans l'UE. De plus, en 2008 il n'y aura pas de jachère dans l'UE. Enfin, de nouvelles terres seront mises en culture, surtout en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Toutefois, de façon générale, les possibilités d'exploitation de nouvelles terres arables seront limitées dans bien des pays, tandis que les terres et les ressources feront l'objet d'une concurrence toujours plus vive entre les céréales et les oléagineux, les cultures les plus rentables tendant à l'emporter. En conséquence, au-delà des premières années de la période couverte par les *Perspectives*, la croissance de la production céréalière mondiale devrait être imputable pour l'essentiel à des gains de productivité, même s'il ne faut pas s'attendre à une augmentation des rendements comparable à celle de la décennie précédente.

### **Les échanges de céréales atteindront de nouveaux sommets**

Les exportations de blé sont restées moroses ces dernières années, compte tenu des conditions météorologiques défavorables dans plusieurs pays clés, notamment en Australie, et d'une série de mauvaises récoltes dans l'UE. Globalement, il est prévu que les échanges de céréales progresseront en moyenne de près de 1 % par an durant la période couverte par les *Perspectives*. L'Australie devrait revenir au deuxième rang des principaux exportateurs de blé, après les États-Unis. En ce qui concerne les céréales secondaires, le redressement des exportateurs traditionnels s'accompagnera d'un nouvel essor des exportations à partir de l'Ukraine.

Les pays en développement continueront d'entretenir la demande mondiale de blé, en particulier ceux d'Asie du Sud et de l'Est, de même que le Nigeria et l'Égypte. L'Arabie Saoudite devrait aussi prendre place parmi les grands importateurs en raison d'un changement récent de politique visant à supprimer progressivement les fortes subventions à la production. Les projections indiquent une augmentation des exportations en provenance des pays de l'OCDE, mais ce sont surtout les expéditions plus importantes de pays émergents et en développement, en particulier l'Ukraine et l'Argentine, qui répondront à l'accroissement de la demande d'importations. La hausse du revenu par habitant et l'essor des marchés de produits alimentaires expliquent la progression de la demande globale, plus rapide que celle des capacités de production intérieures. Toutefois, de façon plus générale, l'augmentation de la consommation de blé par habitant devrait rester faible, voire diminuer, notamment en Chine, car les produits transformés à plus forte valeur ajoutée gagnent peu à peu du terrain dans l'alimentation du fait de la forte hausse des revenus. L'augmentation de la demande internationale de céréales secondaires correspondra essentiellement à la demande croissante d'aliments du bétail émanant d'un secteur de l'élevage en plein essor dans les économies en développement. Les volumes importés par ce groupe de pays devraient être portés à 94 millions de tonnes, soit près de 75 % du total mondial, contre moins de 70 % durant la période de référence.

### **Les gains de productivité soutiennent l'offre de riz**

La production mondiale de riz pourrait faire un bond de l'ordre de 10 % d'ici à la fin de la période couverte par les *Perspectives*, favorisé par des récoltes plus abondantes dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Cet essor global de la production occulte la diminution attendue des superficies exploitées, particulièrement marquée à partir de 2011/2012, l'espace rizicole tendant à régresser dans les pays asiatiques à mesure que s'intensifie la course aux terres, convoitées pour d'autres cultures et pour des affectations non agricoles, à l'eau et à la main-d'œuvre. Une diminution des superficies consacrées au riz est également prévue dans les pays développés d'ici à 2017/2018, principalement sous l'effet des dispositions prises au Japon et dans le cadre de l'UE. Grâce à la diffusion de variétés améliorées et de pratiques de production plus satisfaisantes, l'augmentation des rendements sera plus déterminante pour le secteur durant la prochaine décennie, et devrait l'emporter sur la croissance observée au cours des dix années précédentes.

Le riz reste un produit alimentaire de base, qui s'est largement imposé en dehors de l'Asie. Cependant, la hausse rapide des revenus et la diversification de l'alimentation aidant, il faut s'attendre, surtout en Asie, à une baisse de la consommation par habitant. En revanche, le riz devrait prendre une plus grande importance dans l'alimentation en Afrique, la consommation par habitant passant de 22 kg à plus de 24 kg dans les dix années à venir. Rapportés à la production mondiale, les échanges internationaux de riz devraient

légèrement diminuer, signe d'une moindre dépendance à l'égard du marché mondial qui correspond au rétablissement dans plusieurs pays de politiques d'autosuffisance plus rigoureuses concernant le riz. Pour l'essentiel, l'essor des importations mondiales viendra d'une progression de la demande en Afrique et en Asie, et la Thaïlande représentera d'après les prévisions un tiers environ de la totalité des exportations de riz. La tendance à la baisse des stocks mondiaux de riz pourrait s'inverser au cours de la période visée ici, car les inquiétudes suscitées récemment par la disponibilité de l'offre et l'instabilité des prix amènent à reconstituer les réserves dans certains pays.

### **Une forte demande dynamise la filière oléagineuse**

L'expansion de la production animale mondiale continuera de dynamiser la consommation de farines protéiques dérivées des oléagineux, en faisant la part belle aux pays non membres de l'OCDE. Par rapport à la période de référence 2005-07, la consommation de tourteaux d'oléagineux dans le monde en développement enregistrera d'ici à 2017 une progression de près de 50 %, dont la Chine représentera à elle seule la moitié environ, compte tenu de ses activités d'élevage florissantes. Tandis que l'UE devrait rester en tête des importateurs de tourteaux d'oléagineux, elle deviendra vraisemblablement moins tributaire des importations car une proportion grandissante des farines protéiques utilisées dans la région proviendra de graines oléagineuses produites et triturées sur place, à commencer par les tourteaux de colza.

Nonobstant ce qui précède, les projections indiquent que la trituration des oléagineux sera entraînée à l'échelle mondiale principalement par la demande d'huiles végétales. Soutenues en grande partie par l'élévation des revenus, les huiles végétales tirées des graines oléagineuses et des palmiers à huile continueront d'afficher la progression la plus rapide, en terme de consommation, parmi les produits visés par les *Perspectives*. La croissance de la demande correspond pour l'essentiel à des utilisations alimentaires, mais les obligations en matière de bioénergies vont jouer un rôle de plus en plus important. D'ici à 2017, par rapport à la période de référence 2005-07, la demande dérivée d'huiles végétales destinées à la production de biodiesel pourrait faire un bond de 14.3 millions de tonnes, soit un tiers environ de l'augmentation totale de la consommation globale d'huiles végétales. L'utilisation d'huiles végétales à des fins bioénergétiques devrait fortement progresser, non sans modifier peut-être les courants d'échanges et la composition de l'alimentation dans certains pays, en fonction des politiques en vigueur. Cette remarque vaut particulièrement pour l'UE, où la production bioénergétique a été surtout axée sur l'utilisation d'huile de colza et pourrait représenter en 2017 plus de 8 % de la consommation mondiale d'huiles végétales, et 41 % de la consommation intérieure. Par ailleurs, la production de biodiesel est appelée à se développer dans plusieurs autres pays, notamment au Canada et en Australie. Cette nouvelle industrie mettra à contribution la production intérieure d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie et d'huile de soja au Brésil, au détriment de l'exportation d'huiles végétales ou d'oléagineux à partir de ces pays.

Parallèlement à l'essor rapide des utilisations liées à l'alimentation du bétail, les biocarburants semble devoir jouer un rôle plus déterminant à long terme dans la filière oléagineuse mondiale, à la fois directement, par la demande d'huiles végétales entrant dans la production de biodiesel, et indirectement, car la demande accrue de céréales destinées à la production d'éthanol influe sur les prix relatifs des oléagineux, si bien que les terres arables font l'objet d'une concurrence entre cultures, en particulier aux États-Unis. En outre, le maïs étant relativement moins abondant, la part des tourteaux

d'oléagineux dans le total des aliments pour animaux devrait augmenter pendant la période couverte par les *Perspectives*.

L'élan donné par des prix relatifs élevés, ainsi que par le remplacement de cultures concurrentes, la conversion de pâturages et l'exploitation de nouvelles terres arables, pourrait faire progresser la production mondiale d'oléagineux de 28 % d'ici à 2017 par rapport à la période de référence. L'expansion prévue tendra à se concentrer au Brésil, dans les pays de l'UE et en Argentine. Grâce à un système de différentiel des taxes à l'exportation, l'Argentine est appelée à confirmer sa position de plate-forme régionale en matière de trituration des oléagineux, même si le développement de ses capacités intérieures ralentit. Elle devrait s'imposer comme centre mondial pour les expéditions de tourteaux et d'huile de soja, sur fond de croissance de la demande globale d'importations. La Chine continue d'importer des graines oléagineuses et à les triturer sur place pour récupérer la valeur ajoutée par la transformation en farine protéique et en huile végétale. La croissance de la consommation allant en diminuant, l'industrie chinoise de la trituration devrait connaître une progression moyenne de 3.5 % par an, contre 8.5 % par an durant la décennie précédente. En 2017, la Chine se situera au deuxième rang mondial pour l'importation de tourteaux d'oléagineux et d'huiles végétales, après l'UE, et aura confirmé sa position de principal importateur de graines oléagineuses. La part du Brésil dans les exportations mondiales de graines oléagineuses devrait passer de 30 % en 2008 à près de 40 % en 2017, et placer ainsi ce pays en tête, bien avant les États-Unis.

### **La croissance soutenue de la consommation et les réformes pourraient resserrer quelque peu les marchés du sucre**

Le Brésil est, et restera, le plus grand producteur et exportateur de sucre et d'éthanol au monde, tout en se maintenant au cœur du processus international de détermination des prix du sucre. Compte tenu de la progression des véhicules à carburant modulable dans le parc automobile privé brésilien durant la période couverte par les *Perspectives*, la demande dérivée d'éthanol à base de canne à sucre devrait monter en flèche, surtout dans le contexte prévu de prix élevés du pétrole brut. Par conséquent, d'après les projections, la part des cultures de canne à sucre destinée à la production d'éthanol passera de 51 % en moyenne pendant la période 2005-07 à 66 % en 2017/2018. Néanmoins, cette évolution ne devrait pas limiter outre mesure la quantité de canne disponible pour la production et les exportations de sucre, car la production brésilienne de canne à sucre devrait augmenter de plus de 75 % d'ici à 2017 par rapport à la période de référence. Cependant, en raison d'une demande intérieure et internationale soutenue, les prix du sucre tendront à se raffermir au cours de la période considérée.

En ce qui concerne l'éthanol, plusieurs autres pays producteurs de sucre s'attachent actuellement à lancer, ou à redynamiser, des programmes axés sur les énergies renouvelables, notamment l'UE, le Japon, la Malaisie, l'Indonésie, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Colombie et les Philippines, visant en particulier le secteur des carburants. La plupart des programmes qui se mettent en place pour l'éthanol devraient toutefois utiliser la mélasse ou la fécule comme matières premières, de préférence au jus de canne brut. La mélasse étant un sous-produit des opérations de raffinage du sucre, la production d'éthanol à base de molasse ne devrait pas trop nuire à la production sucrière dans ces pays, et pourrait même susciter un nouvel accroissement de la production de canne et de sucre. En outre, dans certaines régions, telles que l'UE, certaines cultures sucrières (betterave industrielle) sont spécialement programmées et développées à des fins non alimentaires telles que la production de bioéthanol.

À la suite de la réforme de son régime sucrier, l'UE va logiquement réduire la production, parallèlement à une augmentation des importations et à l'application des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) aux exportations subventionnées, et pourrait tôt ou tard devenir le principal importateur mondial de sucre. Le total des importations de sucre réalisées par l'UE devrait nettement augmenter d'ici à 2017/18, surtout sous l'effet des exportations préférentielles en provenance des pays les moins avancés (PMA), dans le cadre de l'initiative Tout sauf les armes (TSA), et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Toutefois, le niveau des importations préférentielles de l'UE à partir des pays ACP reste entaché d'une grande incertitude. Les exportations de sucre mexicain vers le marché des États-Unis, où les prix sont plus élevés, devraient progresser après la suppression des droits et restrictions, conformément à l'ALENA, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Compte tenu des livraisons en provenance de pays tiers et du Mexique, les achats des États-Unis pourraient dépasser le volume d'importations au-delà duquel cessent de s'appliquer les quotas de commercialisation fixés par la loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural (loi FSRI) de 2002, pour toutes les années de la période couverte par les *Perspectives*. Sans doute faudra-t-il procéder à des achats publics de stocks (via la Commodity Credit Corporation, CCC) chaque année jusqu'en 2017/18, à un prix fixé en fonction du taux de prêt conformément au système de soutien des États-Unis, les prix intérieurs du sucre étant ramenés au niveau minimum du taux accordé.

L'augmentation de la production et de la consommation de sucre pendant la période visée est presque entièrement imputable aux pays en développement, où elle s'explique par la rapidité de la croissance démographique et la hausse des revenus. L'Inde et la Chine arrivent en tête dans l'essor de la consommation mondiale. En Chine, la demande de sucre avance à grands pas depuis le début de la décennie, par rapport à des niveaux de consommation par habitant relativement bas jusqu'alors. Les édulcorants artificiels étant plus rigoureusement encadrés, la consommation chinoise de sucre va augmenter de 2.5 % par an, ce qui suppose des importations au-delà du contingent tarifaire de 1.95 million de tonnes à partir de 2008.

### **En dépit de l'augmentation du coût des aliments du bétail, la production de viande continue de progresser**

Sur fond de coûts élevés des aliments du bétail, de marges bénéficiaires faibles et de concurrence pour les ressources en terres, les perspectives générales concernant la viande indiquent une progression notable de la production et de la consommation dans les pays en développement et des caractéristiques d'évolution plus stables sur les marchés de l'OCDE arrivés à maturité; mais dans l'ensemble, la croissance devrait marquer le pas par rapport à la décennie écoulée.

Durant la période visée par les *Perspectives*, la production mondiale de viande est appelée à progresser en moyenne de 2 % par an, mais cette tendance occulte une forte disparité des taux de croissance d'une région économique à une autre. L'augmentation annuelle devrait se situer autour d'un-demi point de pourcentage dans les pays membres de l'OCDE, contre 2.5 % environ dans les pays non membres. La poursuite des investissements, la mise en place de capacités, le renforcement des infrastructures et la diffusion de technologies de production plus satisfaisantes sont les principaux facteurs en jeu dans cette évolution de la viande et des produits carnés, en particulier dans des économies en développement dynamiques comme la Chine, le Brésil et – surtout en ce qui concerne le porc et la volaille – l'Argentine. Certains de ces pays ont ainsi pu s'imposer plus largement dans l'approvisionnement des marchés internationaux de la viande. En témoignage le Brésil, où l'abondance des ressources en terres, des capitaux et des technologies devrait se conjuguer aux réformes pour assurer à ce pays un gain

de 30 % du total des exportations mondiales de viande à la fin de la période considérée. Cependant, des interrogations subsistent quant à la poursuite de cette expansion sur le long terme. Grâce au redressement des échanges, après les effets des flambées épizootiques, une poignée de grands pays exportateurs, à savoir les États-Unis, le Canada, l'Argentine et l'Australie, devraient, au côté du Brésil, rester les principaux fournisseurs des marchés mondiaux. En revanche, on s'attend à voir diminuer encore la part de l'UE au cours de la période visée par les *Perspectives*.

Avec l'augmentation du pouvoir d'achat et l'urbanisation, les denrées essentielles d'origine végétale tendent à laisser place aux protéines animales dans l'alimentation des pays en développement. La consommation de viande dans ces pays devrait représenter plus de 80 % de la progression mondiale. L'essor interviendra pour l'essentiel dans la région Asie-Pacifique, et correspondra surtout à la consommation accrue de sources de protéines relativement abordables, à commencer par la volaille et le porc. La consommation va particulièrement augmenter dans ce dernier cas en Chine, où le porc l'emporte traditionnellement sur les autres viandes et où une baisse des volumes consommés a fait suite en 2007 à l'apparition du syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP). De même, la dépendance à l'égard des importations de produits carnés devrait s'accroître dans beaucoup de pays en développement dynamiques, la demande en plein essor dépassant les capacités intérieures de production pendant toute la période visée par les *Perspectives*. Parmi les pays développés, la Fédération de Russie va rester le premier importateur net de viande d'ici à 2017, suivie de près par le Japon.

### **Les marchés laitiers seront moins tendus**

La principale incertitude entourant les perspectives mondiales dans ce domaine réside dans la manière dont la filière réagira aux variations de prix sans précédent observées en 2007 pour tout un éventail de produits. De l'avis général, un changement structurel est intervenu dans le secteur, puisque les marchés internationaux sont passés d'un modèle centré sur l'offre, accompagné par des politiques faussant le jeu de la concurrence qui utilisaient ces marchés pour écouler une offre excédentaire, à un modèle plus axé sur la demande, réceptif aux signaux du marché et aux des préférences des consommateurs. L'importance grandissante des facteurs liés à la demande tient en outre au processus d'urbanisation et à l'augmentation des revenus, qui ont modifié les habitudes alimentaires dans certaines économies en développement au profit d'un panier de produits laitiers plus diversifié, tendance favorisée par l'essor des circuits de commercialisation et de vente au détail.

Il ressort des *Perspectives* que les prix internationaux élevés des produits laitiers produiront d'importants effets du côté de l'offre, sur les exportateurs traditionnels et nouveaux. En outre, dès lors que les liens commerciaux contribuent à transmettre les hausses de prix vers les producteurs des pays en développement, des incitations propices à l'investissement, à l'expansion et à la restructuration peuvent en résulter. D'où une modification du secteur, qui sera de plus en plus axé sur l'obtention de produits transformés à plus forte valeur ajoutée. L'augmentation de la capacité potentielle d'offre permettra de développer la production à l'avenir et de renforcer les liens commerciaux intérieurs, ce qui améliorera la position concurrentielle de ces pays sur les marchés régionaux et mondiaux.

Les augmentations quantitatives attendues durant la période considérée viendront pour la plupart d'une croissance de la production dans les pays non membres de l'OCDE. L'essor du secteur laitier en Inde, premier producteur mondial, sera particulièrement

marqué, la progression soudaine de la demande suscitant une forte croissance de la production de lait et de beurre. L'amélioration substantielle des rendements devrait aussi faire augmenter sensiblement la production laitière en Chine. Cette situation contraste avec une croissance modérée dans la zone OCDE, où la production laitière enregistre des gains imputables pour l'essentiel à l'Océanie et aux États-Unis, mais augmente grâce à des restrictions intérieures dans beaucoup d'autres pays. Cette évolution de l'offre est l'une des principales tendances ressortant des *Perspectives* pour les marchés laitiers.

La réaction du côté de l'offre pourrait cependant être freinée par l'augmentation des coûts de production consécutive à la hausse des prix de l'alimentation animale et de l'énergie. Ces coûts se répercutent sur la production, la transformation et la distribution des produits laitiers, en améliorant la compétitivité des systèmes laitiers de type pastoral. Ils vont également nuire aux échanges, car des coûts de transport plus élevés avantagent la production locale. L'évolution des marchés laitiers mondiaux sera en outre sensible non seulement aux interventions publiques de grande portée et aux problèmes intérieurs de sécurité des aliments, mais aussi, progressivement, à des contraintes environnementales liées à la taille du cheptel, aux disponibilités en eau et à la concurrence dont font l'objet les pâturages. De plus en plus, l'accroissement de la production viendra dans bien des pays de l'augmentation des rendements laitiers, et non de celle des troupeaux laitiers. Tout dépend de la capacité d'adaptation des marchés laitiers face à une plus grande instabilité des prix et au bas niveau des stocks mondiaux de produits laitiers.

### **Les pays de l'OCDE continuent de jouer un rôle prépondérant dans les exportations mondiales de produits laitiers**

Une augmentation des exportations mondiales est attendue pour tous les produits laitiers, et seuls quelques pays en développement devraient être en mesure d'empiéter sur les parts des exportateurs traditionnels de l'OCDE, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne. Les parts de cette dernière à l'exportation pourraient sensiblement diminuer, du fait d'un marché domestique tendu. Parmi les nouveaux pays exportateurs, l'Argentine devient un acteur de premier plan sur les marchés du lait entier en poudre et du fromage, grâce à l'accroissement de sa capacité de production laitière. L'Ukraine devrait elle aussi monter en puissance sur les marchés d'exportation, surtout dans le cas du fromage.

Les marchés d'importation demeureront relativement plus fragmentés que les marchés d'exportation. Les six plus grands importateurs de produits laitiers devraient représenter 50 % du marché mondial. En Chine, malgré un net essor de la production laitière, la demande continuera de croître plus vite que l'offre, d'où l'augmentation attendue des importations pendant la période visée par les *Perspectives*, concernant en particulier les poudres de lait, dont la Chine deviendra un des principaux importateurs. D'après les prévisions, la Russie gardera la première place pour les importations de beurre et de fromage, avec une augmentation de plus de 60 % par rapport à la période de référence 2005-07. Les importations mondiales de poudres de lait, à des fins de reconstitution, enregistreront une progression de plus de 3 % par an à moyen terme, essentiellement en Asie et au Moyen-Orient.

### **Phase ascendante pour la production et l'utilisation de biocarburants**

La production et l'utilisation d'éthanol et de biodiesel ont fortement augmenté ces dernières années. S'agissant de l'éthanol carburant, la production a été multipliée par trois

entre 2000 et 2007, cette progression étant due en majorité aux États-Unis et au Brésil. Toutefois, beaucoup d'autres pays ont parallèlement lancé des programmes axés sur les énergies renouvelables ou augmenté leur production d'éthanol carburant. La production de biodiesel a connu dans le même temps une expansion encore plus marquée, puisqu'elle est passée de moins d'un milliard de litres à près de 11 milliards de litres. L'UE assurait initialement plus de 90 % de la production mondiale de biodiesel, mais les progrès enregistrés dans bien d'autres pays, en particulier aux États-Unis, ont ramené sa part à moins de 60 % en 2007.

Les prix, proches d'un niveau record, atteints par le maïs, le blé et les huiles végétales au début de la période considérée rendent la production de biocarburants économiquement moins viable dans bon nombre de pays, en dépit d'aides publiques substantielles et de la hausse des prix des combustibles fossiles. Diverses formes de soutien public, englobant des dégrèvements et crédits d'impôt, des obligations et réglementations relatives aux mélanges de carburants, ainsi que des droits sur les importations, sont largement mises en œuvre pour compenser les coûts de production des biocarburants, plus élevés que ceux des combustibles fossiles. Seule fait exception la production de bioéthanol à partir de canne à sucre au Brésil. Dans ce pays, la baisse des prix mondiaux du sucre, conjuguée à un fort excédent mondial, a accru la viabilité et la rentabilité de la production d'éthanol, qui soutient toujours la concurrence avec l'essence pour un prix du pétrole brut avoisinant 35 USD le baril. Les prix de la plupart des produits de base, actuellement élevés, devraient s'orienter en baisse au cours de la période visée par les *Perspectives*, parallèlement à l'augmentation de la production végétale. Compte tenu du niveau élevé des prix du pétrole brut et des biocarburants attendu pour les années à venir, la situation économique des producteurs de biocarburants devrait s'améliorer par rapport à 2007 mais demeurer moins favorable qu'en 2005 et en 2006.

### **La production d'éthanol va augmenter parallèlement à une stabilisation des prix à des niveaux plus élevés**

D'après les projections, la production mondiale d'éthanol va marquer des progrès rapides et atteindre quelque 125 milliards de litres en 2017, soit deux fois plus qu'en 2007. Les prix mondiaux de l'éthanol devraient dépasser 55 USD l'hectolitre en 2009, parallèlement à la hausse des prix du pétrole brut, pour redescendre aux alentours de 52 ou 53 USD l'hectolitre pendant le reste de la période considérée car la capacité de production ira en se développant dans un certain nombre de pays. Par suite d'obligations toujours plus nombreuses, les échanges internationaux d'éthanol devraient croître rapidement pour représenter 6 milliards de litres en 2010 puis 10 milliards à l'horizon 2017, nonobstant une protection commerciale persistante. Ces échanges se feront pour l'essentiel à partir du Brésil et en direction des marchés de l'Union européenne et des États-Unis.

### **La production et l'utilisation mondiales de biodiesel seront principalement guidées par l'action gouvernementale**

La production mondiale de biodiesel est appelée à croître légèrement plus vite que celle de l'éthanol – dont la part demeure prépondérante – pour avoisiner 24 milliards de litres en 2017. Cet essor intervient en dépit de prévisions indiquant que les prix mondiaux du biodiesel resteront bien supérieurs aux coûts de production du diesel d'origine fossile, dans une fourchette de 104 à 106 USD l'hectolitre, pendant la plus grande partie de la

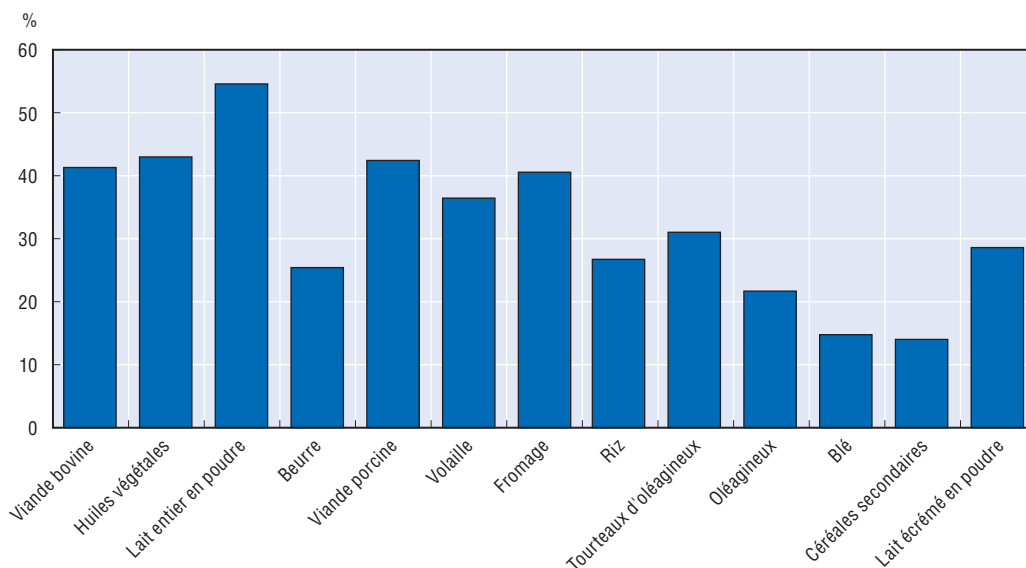
période couverte par les projections. Comme dans le cas de l'éthanol, le renforcement des obligations relatives aux mélanges de carburants devrait dynamiser la demande et favoriser les échanges internationaux durant les premières années de la période considérée. Toutefois, les échanges mondiaux devraient d'une manière générale se stabiliser dans les années qui suivent, en raison des contraintes techniques freinant l'utilisation de biodiesel issu d'huile de palme dans les zones froides et du fait que la production augmente dans les principaux pays consommateurs. La Malaisie et l'Indonésie devraient être à l'origine de la majorité des échanges, la principale destination étant l'Union européenne.

## Principales évolutions des échanges des produits agricoles

### **Essor généralement rapide des échanges mondiaux, dominés par les pays en développement**

Si on se réfère aux importations, les échanges mondiaux sont appelés à croître pour tous les produits pris en compte dans les *Perspectives*. C'est dans le cas du blé que la progression la moins forte est attendue, le total des importations à l'horizon 2017 dépassant de 15 % à peine la moyenne observée pour 2005-07. Les taux de croissance les plus élevés de la période considérée ici, entre 40 % et 50 %, correspondent surtout aux huiles végétales et à certains produits de l'élevage (graphique 1.2).

Graphique 1.2. **Croissance généralement vigoureuse des échanges mondiaux**  
Importations en 2017 par rapport à la moyenne 2005-2007



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

S'agissant plus particulièrement de la production végétale, les projections indiquent que pour tous les produits visés par la présente édition des *Perspectives*, sauf les huiles végétales, les pays en développement l'emportent dans l'expansion des échanges. En ce qui concerne le blé, le sucre, les graines oléagineuses et les tourteaux, la croissance est surtout le fait des pays en développement d'Asie. Pour les graines oléagineuses, la croissance des importations en Asie dépasse même l'expansion totale des échanges, et se

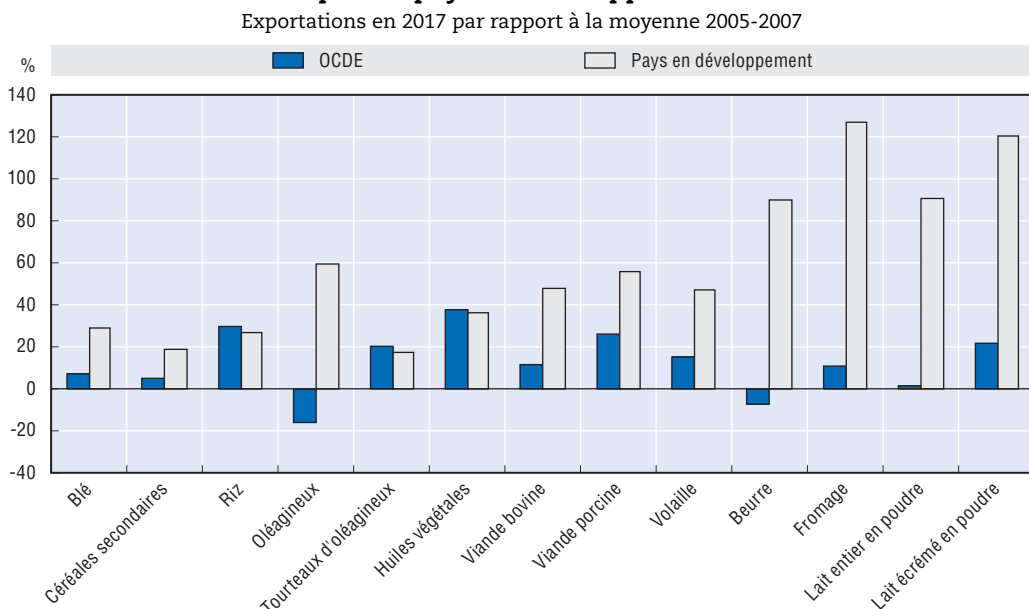
trouve compensée dans une certaine mesure par une baisse des volumes importés par les pays de l'OCDE. Pour le riz et les céréales secondaires, les importations progressent surtout dans les pays en développement d'Afrique, pays les moins avancés en tête<sup>1</sup>.

Dans le cas de la production animale, la situation est très différente. Pour les produits relativement coûteux, comme le bœuf, le porc et le fromage, la croissance des importations est dominée par les pays de l'OCDE. Pour la volaille et les poudres de lait, l'augmentation mondiale vient surtout des pays en développement d'Asie. Si ces pays représentent également plus de 40 % de la croissance des importations de beurre, la plus forte contribution dans ce domaine est à mettre au compte des pays de la CEI.

### Les nouveaux exportateurs disputent la première place aux pays de l'OCDE

Les pays en développement arrivent non seulement en tête dans l'augmentation des importations pour la plupart des produits pris en compte dans les *Perspectives*, mais affichent aussi, à de rares exceptions près, les taux de croissance les plus élevés à l'exportation. Pour tous les produits sauf le riz, le sucre et les huiles végétales, les exportations augmentent plus à partir des pays en développement. La plus forte croissance de l'OCDE concernant les trois produits cités s'explique par la faible intensité initiale des échanges, si bien qu'en 2017, sa part dans les exportations mondiales représente 6 % seulement pour les huiles végétales, 14 % pour le sucre et 10 % pour le riz. La croissance des exportations à partir des pays en développement est plus forte, et parfois de beaucoup, pour tous les autres produits, et fait reculer d'autant les pays de l'OCDE. Néanmoins, ceux-ci continuent de l'emporter dans les exportations mondiales, avec des parts allant de 58 % à 70 %, pour le blé, les céréales secondaires, le porc et tous les produits laitiers. Le bœuf et la volaille sont les seuls cas où la part à l'exportation des pays en développement, soit 60 % environ, dépasse celle de l'OCDE (graphique 1.3).

### Graphique 1.3. Croissance des exportations mondiales dominée par les pays en développement



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

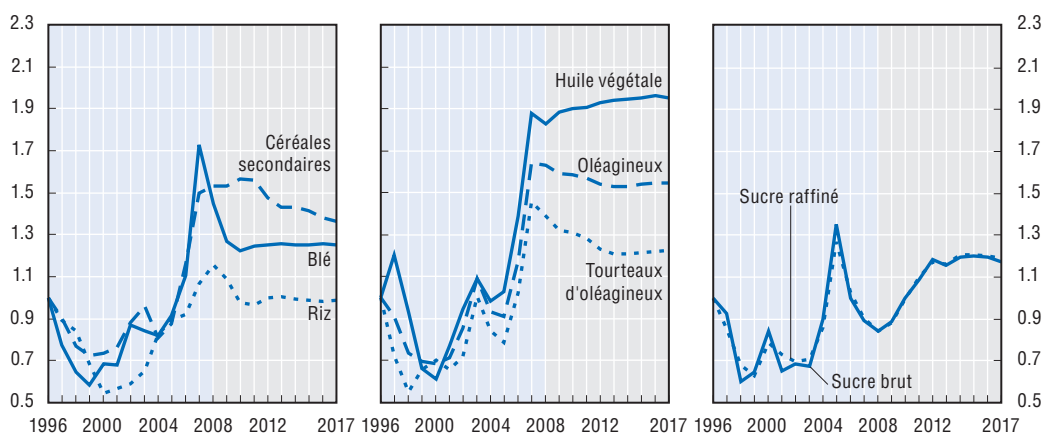
## Perspectives d'évolution des prix mondiaux

### **Les prix mondiaux vont descendre, par rapport aux niveaux élevés actuellement observés, mais la fermeté devrait prévaloir à moyen terme**

Dans un contexte marqué ces dernières années par une diminution générale des stocks mondiaux, les biocarburants font entrer un facteur supplémentaire dans la demande globale de céréales, de produits oléagineux et de sucre. Aux côtés de la croissance soutenue des revenus à l'échelle mondiale, dont dépend plus particulièrement la demande de produits destinés à l'alimentation humaine et animale, les obstacles à une augmentation de l'offre fondée sur les terres, la productivité et les prix élevés du pétrole qui augmentent les coûts de production devraient jouer un rôle déterminant dans les cours internationaux. Ces trois facteurs devraient porter les prix des productions végétales à des niveaux, en moyenne, bien plus élevés que ne l'indiquaient les projections passées. La hausse des prix moyens des produits végétaux et du coût correspondant de l'alimentation animale pourrait également se traduire par une élévation des prix des produits animaux pendant la période considérée. Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-17 indiquent – en termes nominaux – une augmentation de 20 % environ pour le bœuf et le porc, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales (graphiques 1.4 et 1.5).

#### Graphique 1.4. Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2017

Indice des prix nominaux, 1996 = 1



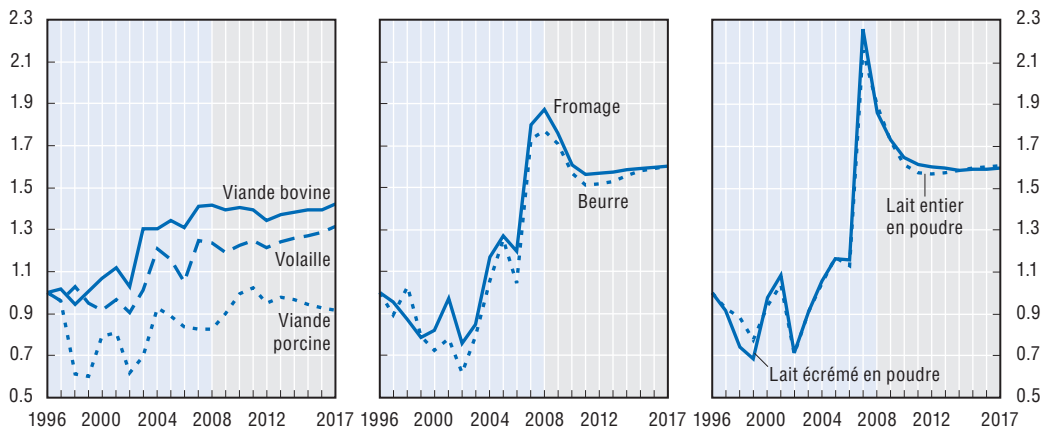
Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

En termes réels, l'augmentation d'une décennie sur l'autre est bien entendue plus faible, mais reste très prononcée pour les produits végétaux et laitiers.

Malgré cette hausse moyenne, les prix de la plupart des produits agricoles devraient diminuer, d'ici à la fin de la période considérée et descendre au-dessous des niveaux record observés actuellement ou récemment. En outre, il ne faut pas s'attendre à une quelconque évolution structurelle dans le fonctionnement des marchés qui annoncerait une moindre variabilité des prix. Par le jeu d'un certain nombre de facteurs, les prix du marché pourraient même être plus variables qu'auparavant. Ces facteurs englobent; la persistance de faibles ratios stocks-consommation; l'éventualité de conditions météorologiques plus instables; une moindre réactivité de la demande des consommateurs aux fluctuations des

Graphique 1.5. **Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2017**

Indice des prix nominaux, 1996 = 1



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

prix à la ferme à mesure que la part des produits de base diminue dans la facture alimentaire; une augmentation de la demande industrielle de produits agricoles qui tend également à être moins sensible aux prix que la demande de produits destinés à l'alimentation humaine et animale; et les apports ou retraits massifs possibles de fonds d'investissement non commerciaux sur les marchés à terme agricoles, avec des positions nettes longues ou courtes, selon les perspectives de profit.

### **Les faibles ratios stocks-consommation soutiennent les prix dans les filières céréalière et oléagineuse**

Bien qu'une forte reprise soit attendue pour la production céréalière en 2008, les niveaux actuellement peu élevés des stocks laissent entrevoir des tensions persistantes sur les marchés, d'autant que l'évolution de la demande de produits d'alimentation humaine et animale ne donne aucun signe d'affaiblissement. Les marchés céréalières devraient rester proches de l'équilibre dans les années à venir, compte tenu du maintien prévu de faibles ratios stocks-consommation, malgré un accroissement de la production dans ce domaine. D'où des prix céréalières élevés pendant presque toute la période couverte par les *Perspectives*. Cependant, les gains de productivité ininterrompus, selon une tendance à long terme, ainsi qu'une certaine augmentation des superficies plantées, devraient faire baisser les prix par rapport à leurs niveaux record de 2007. Il en va ainsi pour le blé tout au long de la période considérée, tandis que les prix des céréales secondaires devraient demeurer élevés pendant quelques années encore, avant de descendre au-dessous des niveaux record observés aujourd'hui. En dépit de ce recul, les prix des céréales dépasseront en moyenne les niveaux médians de la décennie précédente, même en termes réels. À partir de ces hauts niveaux, le mouvement de baisse à long terme des prix réels se poursuit.

Les prix internationaux du riz vont rester fermes à court terme, tandis que les pays reconstitueront leurs stocks. Si un fléchissement est attendu à partir de 2010, les prix ne devraient pas fortement baisser eu égard à l'augmentation des coûts de production. Compte tenu de la diminution des stocks régulateurs et du manque d'activité sur les marchés mondiaux, les prix mondiaux devraient fluctuer beaucoup plus que dans le passé, le marché étant plus exposé aux chocs sur l'offre et la demande.

La progression de la demande d'huiles végétales, destinées à la fois à l'alimentation humaine et au secteur en expansion du biodiesel, devrait peser lourdement à moyen terme, et les ratios stocks-consommation vont s'en ressentir dans la filière oléagineuse. Ensemble, la vigueur de la demande et le bas niveau des stocks joueront résolument en faveur des prix, mais ceux-ci se replieront ensuite progressivement à mesure que l'offre et la demande s'ajustent. Comme dans le cas des céréales, les prix des graines oléagineuses et des produits dérivés, corrigés de l'inflation, sont appelés à diminuer en termes réels tout en restant bien au-dessus de leur tendance à long terme.

***Les prix du sucre se raffermissent, moyennant une surcote de plus en plus importante pour le sucre blanc***

À mesure que le marché mondial se rééquilibre et que les stocks excédentaires de sucre se résorbent, les prix indicateurs du sucre, brut et blanc, vont fortement augmenter en termes nominaux, mais s'orienteront néanmoins à la baisse en termes réels, d'après les projections. L'écart entre le sucre brut et le sucre blanc devrait se creuser durant la période considérée, parallèlement à l'augmentation attendue de l'offre de sucre brut et des coûts du raffinage. Les réformes ayant fait reculer l'octroi de subventions à l'exportation au sein de l'UE, en affaiblissant sa position de grand exportateur de sucre blanc, la surcote du sucre blanc dans les années à venir devrait rendre mieux compte du coût lié à l'évolution du raffinage.

***Les prix de la viande vont rester supérieurs aux moyennes actuelles, tandis que ceux des produits laitiers devraient descendre progressivement par rapport aux niveaux record de 2007***

Étant donné la hausse des coûts de l'alimentation animale et la forte demande de viande, les prix de la viande devraient à moyen terme atteindre des niveaux sans précédent. L'élevage de non-ruminants subit le contrecoup des prix élevés des céréales et des oléagineux, car il n'est pas facile d'intégrer des drèches de distillerie séchées, moins coûteuses, à la ration alimentaire de ces animaux. L'augmentation du coût des intrants devrait tirer les prix de la viande vers le haut au cours de la prochaine décennie.

Les prix mondiaux des produits laitiers devraient accuser un certain repli dans les deux années à venir, compte tenu de la réaction de l'offre aux fortes incitations de prix. Si une baisse est prévue par rapport aux niveaux élevés actuels, les prévisions indiquent que les prix resteront fermes tout au long de la période considérée et continueront de dépasser les niveaux de la décennie précédente. Comme pour les prix de la majorité des autres produits agricoles, en termes réels, un renversement complet de la tendance durablement orientée à la baisse s'est produit ces dernières années. Toutefois, les produits laitiers devraient de nouveau tendre à diminuer légèrement dans les années à venir, à partir cependant d'un niveau bien plus élevé que dans le passé.

## **Grandes questions et incertitudes**

La présente édition des *Perspectives* s'inscrit dans un contexte marqué par une instabilité croissante des marchés financiers, une plus forte inflation des prix alimentaires, des signes d'affaiblissement de la croissance économique mondiale et des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Sur les marchés des produits de base, chaque semaine a apporté son lot de hausses de prix spectaculaires pour tout un éventail de denrées, non sans retenir l'attention de la presse quotidienne et entretenir le débat qui oppose

l'alimentation humaine et animale à la production de biocarburants. Si les projections relatives aux marchés des produits agricoles ont toujours été entachées d'un certain nombre d'incertitudes, leur imperfection revêt cette fois une plus grande importance. Comme dans le passé, les conditions météorologiques, les flambées épizootiques, l'environnement macroéconomique et les politiques intérieures sont autant de facteurs lourds de conséquences pour les performances des marchés agricoles. Reste à savoir comment des facteurs et incertitudes aussi déterminants évolueront au cours de la période à venir, et dans quelle mesure ils modifieront l'évolution des marchés. Quelques-unes des incertitudes en jeu sont examinées plus en détail dans une section distincte du rapport.

Du côté de l'offre, les crises d'origine météorologique ont systématiquement pesé plus que tout autre facteur sur la production agricole, et le mauvais temps qui a sévi récemment dans plusieurs régions productrices importantes explique pour une large part la rareté de l'offre sur les marchés des produits végétaux. S'agit-il d'un événement isolé, ou est-ce le signe annonciateur de transformations plus profondes liées au réchauffement planétaire et d'une plus grande variabilité des régimes climatiques partout dans le monde? Face à des prix plus élevés et aux préoccupations grandissantes qui s'ensuivent concernant la sécurité alimentaire, est-il permis d'envisager d'autres gains de productivité, progrès technologiques et innovations en matière de production et d'exploitation ou encore une mise en culture de nouvelles superficies? Dans les pays en développement, jusqu'à quel point la stabilisation attendue des prix à des niveaux moyens plus élevés peut-elle se transmettre aux marchés intérieurs, en redynamisant les activités agricoles et en améliorant leur position concurrentielle sur les marchés locaux et internationaux? Dans quel délai les technologies de production de biocarburants de deuxième génération seront-elles disponibles? Par ailleurs, comment les fluctuations imprévues des prix du pétrole brut se répercuteront-elles sur la production de biocarburants et les marchés des produits agricoles?

Du côté de la demande, les incertitudes sont moindres du fait que la croissance d'une année sur l'autre de la consommation, entraînée par les revenus, reste une caractéristique fondamentale d'un grand nombre de marchés des produits de base. Néanmoins, les conditions macroéconomiques sont déterminantes pour le devenir des marchés, et un ralentissement de la croissance économique, par rapport aux hypothèses retenues dans les *Perspectives*, aurait un effet modérateur sur la demande, les échanges internationaux et les prix des produits agricoles. En outre, l'évolution des taux de change pourrait grandement influencer sur les marchés car la variation des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis se répercuterait sur les avantages comparatifs des pays et sur les réactions des marchés intérieurs en fonction des modifications de prix à l'échelle internationale. Une incertitude particulière entoure la demande sur les marchés agricoles, étant donné le rôle et l'investissement croissants d'opérateurs non commerciaux, tels que des fonds financiers, dans les transactions à terme sur les marchés des produits de base. Dans quelle mesure l'essor des instruments financiers dérivés influe-t-il sur la demande, les stratégies de gestion des risques et les cours au comptant dans le cas des produits végétaux? Et comment la situation évoluera-t-elle à l'avenir?

L'intervention des pouvoirs publics peut aussi créer une incertitude sur les marchés des produits de base. La refonte des politiques applicables aux biocarburants, soit pour relever ou abaisser les objectifs nationaux, soit pour revoir en baisse les mesures incitatives en vigueur, pourrait être extrêmement importante pour les marchés agricoles car la production de biocarburants est l'un des points forts de ces marchés à moyen terme. De façon plus générale, il faut citer les réformes intérieures qu'opéreront les principaux pays

producteurs et partenaires commerciaux, passant par une nouvelle loi agricole aux États-Unis, les modifications qui pourraient résulter du « bilan de santé » de la politique agricole commune (PAC) de l'UE ou l'éventuel aboutissement des négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha. Des changements de ce type, qui n'ont pas été envisagés dans la présente édition des *Perspectives*, influeraient sur les performances des marchés. Enfin, le niveau élevé des prix internationaux des produits de base a récemment conduit les gouvernements de plusieurs pays à prendre des dispositions pour limiter les exportations ou réduire les obstacles aux importations. Si ces politiques peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés, dont les voisins sont soumis à de nouvelles privations, elles pèsent sur les producteurs nationaux, atténuent la réaction de l'offre dans ces pays et aggravent la situation pour les marchés mondiaux des produits de base.

## Enjeux pour les pouvoirs publics

La présente édition des *Perspectives* met surtout en évidence le niveau sans précédent des prix d'un grand nombre de produits de base. Sont notamment en cause des facteurs à court terme comme la sécheresse qui a touché les principales régions de production céréalière, ainsi que l'activité spéculative. Lorsque ces facteurs ponctuels disparaîtront ou agiront différemment, les prix s'orienteront à la baisse. Toutefois, certains facteurs sont appelés à maintenir les prix bien au-dessus des niveaux moyens observés durant la décennie écoulée. La croissance régulière de la demande liée à l'augmentation de la population et des revenus, de même que la transformation des modes d'alimentation dans les économies émergentes, en particulier la Chine et l'Inde, en sont des exemples. S'ajoutent des facteurs dont l'évolution à venir est difficile à cerner – prix de l'énergie, réorientation des terres et des cultures en faveur des bioénergies et changement climatique.

La montée des prix se traduit toujours par des gagnants et des perdants. Les premiers à en bénéficier sont les producteurs agricoles, et dans bien des cas leurs employés, même si le niveau élevé du prix des céréales, par exemple, fait grimper les coûts pour de nombreux éleveurs d'animaux nourris à base de céréales. Ces avantages ne sont pas réservés à certains agriculteurs des pays de l'OCDE, mais peuvent aussi s'étendre aux producteurs agricoles des pays en développement. Dans la mesure où ces prix élevés viennent plus que compenser l'augmentation des coûts de l'énergie et d'autres intrants dans les pays en question, la hausse des revenus agricoles peut avoir d'importants effets multiplicateurs et tirer plus généralement vers le haut les revenus dans les zones rurales. En ce qui concerne les ménages agricoles produisant essentiellement pour leur propre consommation, ou les marchés locaux à l'abri des fluctuations de prix nationales ou internationales, les effets seront mitigés. Mais pour les franges les plus démunies de la population, en particulier dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les effets seront clairement défavorables, car une part encore plus grande de leur maigre revenu devra être consacrée à l'alimentation.

## Quelles dispositions faut-il prendre?

Selon un vieil adage, la hausse des prix guérit le mal par le mal. Autrement dit, le niveau élevé des prix stimule l'offre et tempère la demande sur les marchés agricoles, d'où un rééquilibrage puis une baisse des prix. Or il ressort des *Perspectives* que les prix vont sans doute se maintenir en moyenne autour de niveaux nettement plus élevés que dans le passé, éventuellement avec des écarts plus importants par rapport à cette moyenne.

La perspective d'une baisse des prix dans un avenir prévisible, et peut-être d'un revirement plus rapide qu'on ne l'envisage aujourd'hui, incite à éviter toute action précipitée. Toutefois, le fait que des catégories données de population et certains pays pâtissent des prix élevés actuels et risquent de voir leur situation empirer si les prix restent ensuite à de tels niveaux constitue un enjeu de taille.

À court terme, une aide humanitaire doit être apportée sans délai aux populations des pays les plus gravement touchés. Avant les récentes hausses de prix, alors que les conditions s'étaient améliorées, des centaines de millions de personnes connaissaient déjà la faim parce qu'elles n'avaient pas les moyens de se nourrir. Les prix s'étant élevés, le nombre de personnes souffrant d'une faim extrême a encore augmenté, et le premier Objectif du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies constitue un défi d'autant plus difficile à relever. Comme l'a récemment indiqué la Banque mondiale, l'aide en espèces ou en bons d'alimentation est préférable dans bien des cas à l'expédition de produits, sous réserve qu'il soit possible de s'approvisionner sur place. Cette aide peut aussi être plus efficace que des mesures à brève échéance, telles que les taxes ou embargos sur les exportations, qui limitent les exportations de manière à assurer une offre suffisante sur les marchés intérieurs.

À moyen terme, il faut impérativement favoriser la croissance et le développement dans les pays pauvres et contribuer à développer leur base d'approvisionnement agricole. Dans certains des pays les plus démunis, l'investissement dans une agriculture en perte de vitesse depuis quelques années, sans oublier la recherche, la vulgarisation et l'enseignement, est souvent le meilleur moyen de combattre la pauvreté et de stimuler l'activité économique. La perspective de prix agricoles élevés peut avoir un effet incitatif. Dans d'autres cas, s'il peut être utile d'investir dans l'agriculture, une diversification de la structure économique est par ailleurs indispensable. Des mises de fonds destinées à faire évoluer le cadre général dans lequel s'inscrit l'agriculture peuvent s'avérer particulièrement judicieuses. Il s'agit non seulement d'apporter des améliorations dans des domaines tels que la gouvernance et l'administration, la politique macroéconomique, les infrastructures, les technologies, l'enseignement et la santé, mais aussi de définir des droits de propriété et de les faire respecter.

Les politiques commerciales agricoles doivent être réformées plus avant. Les mesures visant à restreindre les échanges – à l'exportation ou à l'importation – ont des effets indésirables et souvent imprévus, surtout à moyen et long terme. En ce qui concerne les importations, la « protection » conférée aux producteurs de denrées agricoles par le soutien des prix et les mesures aux frontières – passant de plus en plus par des barrières non tarifaires – limite les possibilités de croissance à l'étranger pour les producteurs et pèse sur les consommateurs du pays. Par ailleurs, les taxes et embargos sur les exportations peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés – y compris aux plus privilégiés qui n'en ont peut-être pas besoin –, mais ils constituent une charge encore plus lourde à supporter pour les producteurs nationaux et limitent la réactivité de l'offre, tout en contribuant aux incertitudes qui entourent les marchés mondiaux des produits de base.

Il importe également d'examiner de plus près les causes et les effets de la récente montée des prix. Du côté de l'offre, l'articulation entre la production et les baisses de rendement, le changement climatique et les disponibilités en eau doit être mieux analysée, en termes d'évolution, de variabilité et de risque. Les investissements dans la R-D, le

transfert de technologies et les services de vulgarisation, en particulier dans les économies moins avancées, pourraient grandement concourir à accroître la productivité et les volumes obtenus, et les pouvoirs publics ont peut-être un rôle à jouer dans ce sens, surtout là où des bienfaits plus largement répandus en résultent. De plus, les développements futurs en matière de génie génétique offre aussi un potentiel qui pourrait être davantage exploité, pour améliorer la productivité et les caractéristiques des cultures, vivrières ou non.

L'action gouvernementale a favorisé la progression rapide de l'offre et de la demande de biocarburants et explique en partie le niveau plus élevé des prix, actuel et à venir. D'après les analyses OCDE/AIE réalisées à ce jour<sup>1</sup>, les retombées de la production de biocarburants à base de matières premières agricoles sur la sécurité énergétique, l'environnement et l'économie sont faibles dans le meilleur des cas, voire parfois négatives, et les politiques en vigueur, seules, ne sauraient apporter les bienfaits escomptés. Il y a peut-être lieu d'envisager d'autres démarches plus prometteuses ayant moins d'effets indésirables sur les marchés, telles que des politiques qui tendent à réduire la demande d'énergie et les émissions de gaz à effets de serre (GES), à libéraliser le commerce des biocarburants et à accélérer la mise en œuvre de technologies de « deuxième génération » permettant de se passer des matières premières utilisées aujourd'hui.

### Note

1. Pour une analyse détaillée des impacts sur le marché des politiques des biocarburants, voir Évaluation économique des politiques de soutien aux biocarburants, OCDE/AIE (à venir).